

LA PIEDRA EN EL ZAPATO

LE CAILLON DANS
LE SOULIER

THE STONE IN THE SHOE

AUTOMNE 2012 - NUMERO 9

RESISTANCES EN
COLOMBIE

CONJONCTURE COLOMBIENNE
EN TROIS TEMPS : P. 2

RÉSISTANCES DANS LE CHOCO:
P. 5

PRISONS: P.8

LES MINEURS ARTISANAUX
FACE AU NOUVEL
IMPERIALISME: P. 8

RESISTANCE IN THE SOUTH
WEST: P. 12

MOUVEMENT DES FEMMES EN
COLOMBIE: P. 13

CONGRESO DE LOS PUEBLOS:
P.17

RÉSEAU RECLAME: P.18

AUSSI: SUITES DE LA CAMPAGNE
CIBLONS LES PROFITEURS
CANADIENS DE LA GUERRE
EN COLOMBIE P. 19



Minga le dígo! graffiti par TOXICOMANO et GUACHE, Bogota, 2010

CONJONCTURE COLOMBIENNE EN 3 TEMPS

Dans ce bref survol de l'actualité, nous analysons 1. Les dialogues de paix récemment amorcés entre le gouvernement et la guérilla; 2. Les politiques d'impunité et de consolidation du modèle économique construit par le paramilitarisme et; 3. La redynamisation du mouvement social populaire.

I. Dialogues de paix : le quoi et le pourquoi

Depuis août 2012, l'actualité politique en Colombie gravite autour du processus de paix entre le gouvernement de Juan Manuel Santos (2010-) et la guérilla, principalement le groupe des Forces armées révolutionnaires de la Colombie (FARC). En suivant la position des organisations sociales colombiennes, le PASC milite pour une solution politique négociée au conflit armé qui oppose la guérilla à l'État. C'est-à-dire, nous refusons les prétendues solutions militaires au conflit parce qu'elles ne correspondent pas aux besoins de cette société et parce qu'elles ont largement démontré leur incapacité à mettre fin au conflit. Nous sommes en faveur des dialogues, parce qu'ils envisagent des solutions politiques. Or, étant donné que le conflit a des causes socio-économiques, sa résolution par des voies politiques devra viser la réduction de la marginalisation sociale (à travers des politiques de redistribution de la terre et de la richesse) et la fin des politiques répressives de l'État, dont les principales victimes sont les communautés organisées et non-armées. Dans ce sens, un accord de paix devrait ébranler le maccartisme contre l'opposition politique et sociale. Finalement, si le gouvernement et la guérilla parviennent à mettre fin au conflit, cela devrait aussi diminuer les pertes humaines et permettre la reconstruction du tissu social, affaibli par la peur et la méfiance générées par le conflit.

Les dialogues actuels marquent un changement pour traiter l'opposition armée : alors que l'actuel gouvernement met de l'avant la recherche d'une « solution politique », son prédécesseur Alvaro Uribe (2002-2010) avait refusé d'envisager sérieusement une autre alternative que la défaite militaire pour ces groupes. En observant les débats entre les « uribistes » et les défenseurs du processus de paix, on peut conclure que pour faire avancer les dialogues avec la guérilla,

la classe dominante doit faire face à une division en son sein. Cette division ayant commencé lorsque le gouvernement Santos a annoncé sa volonté de restituer les terres volées aux paysans¹ (nous reviendrons sur cette loi lors de l'analyse du mouvement social). Bien que la classe dominante agisse à l'unisson pour défendre ses intérêts de classe, elle n'est pas homogène. En Colombie, on en distingue deux factions : la classe traditionnelle et la classe émergente. Les deux groupes ont utilisé la coercition directe pour s'enrichir et pour se construire une place dans les cercles du pouvoir. Leur différence réside dans le fait que, jusque dans les années 1980, les paramilitaires, connus comme la classe émergente, n'avaient été qu'un instrument de domination au service de la classe dominante traditionnelle. Depuis, ils sont non seulement des mercenaires, mais aussi des membres de cette classe (voir Piedra No XX).

L'agenda concerté de négociations entre le gouvernement et les FARC au cours des deux dernières années comprend cinq points :

développement rural, garanties pour l'opposition politique, narcotrafic, droits des victimes, désarmement et intégration à la vie civile.

La décision du gouvernement Santos et de l'establishment en faveur des dialogues est ferme. C'est du moins ce que l'on peut penser du fait que tous les médias, jadis faisant l'éloge de la guerre, s'appliquent aujourd'hui à créer une ambiance favorable aux négociations de paix². Les manchettes des principaux journaux autour de l'importance et de l'acceptabilité de la paix en sont des illustrations. À titre d'exemple, notons les titres de deux articles : « Des écrivains, des analystes et des chercheurs appuient les dialogues avec les FARC » (Redacción El

¹ Les différents mécanismes de dépossession des terres comprennent les actions criminelles contre la société et contre les paysans 1) pour obliger ces derniers à se déplacer et donc à abandonner les terres, 2) pour les forcer à vendre leur propriétés, souvent à des prix dérisoires; et 3) pour légaliser la dépossession en question par des manœuvres administratives. Voir à ce sujet "El despojo de tierras y territorios. Aproximación conceptual" (Grupo de Memoria Histórica, 2009).

² Voir aussi «Con la salida de Pacho Santos, Uribe pierde su más fuerte aliado en los medios» (La Silla Vacía, 2012).

Tiempo, 2012); et « Le pays regarde le processus de paix » (Gómez, 2012).

Le gouvernement décide de négocier avec la guérilla parce qu'il est peu probable de la défaire militairement. En effet, les politiques belliqueuses du président Uribe (2002-2010), basées sur une stratégie contre-insurrectionnelle qui néglige ouvertement la distinction entre guérilla et population civile, ont entraîné des violations systématiques des droits humains issues de cette offensive militaire et ont sérieusement mis en question la crédibilité d'un régime qui veut se présenter comme démocratique. Plus important encore, l'offensive militaire a affaibli la guérilla mais semble loin de pouvoir l'éliminer. Or, la persistance de la guérilla représente un problème pour les investisseurs nationaux et étrangers puisqu'elle insécurise les investissements : les attentats de la guérilla contre les infrastructures industrielles ou les menaces d'enlèvement n'en sont que des exemples. De plus, l'existence des groupes rebelles est un signe d'instabilité politique et de faiblesse institutionnelle.



Les FARC et l'ELN aujourd'hui

Les guérillas contemporaines sont apparues au milieu des années 1960. Aujourd'hui, les FARC et l'ELN (Armée de libération nationale) sont les deux groupes de guérilla les plus importants. Au niveau de la capacité militaire, les guérillas ont perdu du terrain au cours des 10 dernières années : le contrôle territorial et la capacité d'action qu'elles exercent aujourd'hui sont marqués par une opérativité de guérilla plutôt que par l'opérativité d'une armée régulière, comme elles l'envisageaient dans les années 1980 et 1990. Cependant, le nombre de combattants, gravitant autour de 9000 pour les FARC et de 6000 pour l'ELN, reste semblable à celui que les deux groupes avaient lorsque les négociations avec le

gouvernement d'Andrés Pastrana ont commencé en 1998. D'autre part, si les affrontements inter-guérillas semblent être chose passée, cela ne signifie pas que les FARC et l'ELN vont partager la même table de négociation avec le gouvernement.

La participation internationale dans l'actuel processus de paix

Les détails des contacts et négociations que le gouvernement de Santos a eu pendant les deux dernières années avec les FARC sont peu connus, comme le sont les dialogues que le gouvernement entretient actuellement avec l'ELN. Par conséquent, on sait peu de choses concernant la participation de « la communauté internationale » dans ce processus. À part quelques personnalités du monde académique (Corporación Arco Iris, 2012), seulement les gouvernements de la Norvège, de Cuba et du Venezuela y ont participé publiquement. Par le passé, le Canada a fait partie, avec ces derniers, des « pays amis du processus de paix », ainsi qu'avec la France, l'Italie, la Suède, la Suisse et le Mexique.

2. Criminalité d'État et impunité

Deux initiatives du gouvernement Santos visent à favoriser l'impunité pour les crimes d'État. La première est le cadre juridique pour la paix (marco legal para la paz). Approuvé en juin 2012, ce cadre est une réforme constitutionnelle visant à encadrer les accords qui peuvent surgir du processus de paix. Or, le nouveau cadre prévoit des amnisties pour les membres des groupes armés qui 'ont participé au conflit armé' (guérillas, paramilitaires et Forces armées). Il prévoit aussi une loi statutaire d'initiative gouvernementale pour définir les délits connexes aux délits politiques et pour déterminer qui sont les principaux commandants impliqués dans la commission systématique des crimes contre l'humanité et du génocide qui ne pourraient pas être amnistiés (et qui seront sûrement jugés par une autre loi, l'équivalent de la loi de Justicia y paz d'Uribe). Très controversé³, le cadre juridique pour la paix ouvre les portes à ce que les peines des militaires condamnés par la justice (par exemple Rito Alejo del Rio, Jorge Plaza, etc.) puissent être suspendues.

La deuxième initiative gouvernementale en faveur de l'impunité vise la consolidation du droit militaire (fuero militar). Encastré au sein de la justice militaire et ayant

³ Ce cadre juridique a été critiqué par les organisations sociales, par les ONG de droits humains, par l'ex-président Uribe ainsi que par les FARC et l'ELN.

un statut constitutionnel, le fuero militar prévoit que les crimes commis par les militaires seront jugés par leurs pairs. Ce principe a été la pointe de lance de l'impunité en Colombie comme ailleurs en Amérique latine. En 2006, le fuero militar a été affaibli par un accord passé entre le ministère de l'intérieur et la *fiscalia*⁴, pour répondre aux critiques de défenseurs de droits humains qui s'opposaient à la signature du traité de libre-échange entre les États-Unis et la Colombie. L'accord en question a permis de mettre au grand jour des crimes, comme ceux où les civils assassinés par les Forces armées sont présentés comme des militaires morts au combat (appelés en Colombie « falsos positivos », voir Piedra noXX.). Le projet cherche à renforcer le fuero militar puisqu'il s'appliquera à tous les délits sauf au génocide, aux crimes contre l'humanité et à la disparition forcée. Jusqu'à maintenant (octobre 2012), le projet législatif pour renforcer le fuero militar a déjà été approuvé par six débats sur huit.

Un autre mécanisme d'impunité, plus subtil mais aussi plus pervers, est véhiculé à travers l'article 99 de la loi 1448 sur les victimes et la restitution des terres. Cet article prévoit que tout en restituant la propriété de la terre, les fonctionnaires doivent veiller à poursuivre les projets de production (plantations de palme, de fruits, exploitation de bois, etc.) en cours sur les terres en question. Si les entrepreneurs des projets ont agi de bonne foi, l'exploitation économique doit se poursuivre en partenariat avec le paysan à qui la terre a été restituée; sinon, le projet se poursuit aussi mais sous la tutelle de l'État. Il faut rappeler que les paysans ont été réprimés (assassinés, torturés, forcés au déplacement, violés, etc.) pour construire ces projets économiques. Il ne faut pas oublier que le modèle de développement ainsi imposé n'est pas seulement une offense à la dignité paysanne, avalée par l'État : ce modèle de développement économique dépouille les paysans de leur mode de vie en les rendant dépendants des grandes entreprises nationales et transnationales. L'impunité dont il est question ici ne concerne pas seulement les crimes; ce type d'impunité est plus pervers parce qu'au nom des droits des victimes le gouvernement cautionne et légalise le modèle économique issu des crimes paramilitaires et des crimes d'État.

3. Redynamisation du mouvement social populaire

Depuis 2005, le mouvement social populaire en Colombie a repris de l'initiative, et cela dans le contexte de plus de 20 ans de répression aigüe et systématique liée au narco-paramilitarisme. Bien que la répression ne soit pas parvenue à anéantir totalement le mouvement social, le contexte de coercition ouverte avait fait diminuer les manifestations et avait inscrit la défense de la vie comme principale revendication. La redynamisation du mouvement populaire rompt ces tendances par a) un afflux nouveau des protestations régionales et nationales qui b) ramènent le contenu et la primauté des revendications sociales. En effet, les organisations sociales reprennent le devant de la scène pour mettre en lumière des revendications visant les changements sociaux qu'elles mettaient de l'avant dans les années 1980 : redistribution de la terre, défense des ressources naturelles, services publics universels et gratuits, etc.

Le mouvement social de défense des droits humains étant le seul qui s'était renforcé –parce que stimulé directement par la répression montante et par les ajustements que l'État fait pour se donner une image démocratique-, c'est à celui-



PHOTO: Cauca, été 2012

ci de donner un nouveau souffle à la protestation sociale. La réactivation du mouvement populaire semble avoir comme élément déclencheur un refus clair de l'impunité décrétée par l'État envers les crimes des paramilitaires⁵. En effet, réorganisée d'abord principalement autour des mouvements des victimes, les mouvements de protestation se restructurent pour dénoncer le processus de légalisation du paramilitarisme et de dépossession des terres subis par les paysans. Les processus d'organisation et de mobilisation des secteurs populaires qui en découlent sont divers, comme le reflètent la minga sociale et communautaire, le Congrès des peuples et les mobilisations étudiantes, entre autres.

Références bibliographiques

Corporación Arco Iris. (2012, septembre 21). Extranjeros activos por la paz de Colombia en la última década. Consulté octobre 16, 2012, de <http://www.arcoiris.com.co/2012/09/extranjeros-activos-por-la-paz-de-colombia-en-la-ultima-decada/>

Gómez, M. (2012, septembre 13). El país, con los ojos en la paz. *eltiempo.com*. Consulté de http://www.eltiempo.com/politica/proceso-de-paz-se-abre-puerta-de-paz-en-oslo_12303306-4

Grupo de Memoria Histórica, C. N. de R. y R. (2009). El despojo de tierras y territorios. Aproximación conceptual (Comisión Nacional de Reparación y Reconciliación (CNRR)/ Instituto de Estudios Políticos y Relaciones Internacionales (IEPRI) – Universidad Nacional de Colombia.). Consulté de <http://www.banrepcultural.org/blaavirtual/memoria-historica-cnrr/despojodetierras.html>

⁵ L'impunité en question s'est formalisée par un processus de « démobilisation » des paramilitaires (2002-2006) au cours duquel les victimes des crimes d'État ont été présentées comme victimes (alliés de la guérilla, déstabilisateurs de la démocratie, délinquants) et les militaires et paramilitaires comme les gardiens de la démocratie et des valeurs sociales dominants (tels le respect de la propriété et du statut quo).

RESISTANCES DANS LE CHOCO

En 1997, sous le prétexte de la présence de la guérilla de la FARC-EP dans la région, une vaste opération militaire a été déployée dans le nord du département du Choco, l'« Operacion Génesis », sous le commandement du Général Rito Alejo del Rio Rojas de la Brigade XVII de l'Armée. Simultanément, alors que des hélicoptères de l'Armée bombardaient toute la région, des groupes paramilitaires identifiés comme AUC (Autodéfense Unies de Colombie) faisaient des incursions dans les villages de la population civile. Ils ordonnaient aux gens de quitter le territoire et commettaient des massacres tandis qu'ils brûlaient maisons et récoltes. Les communautés du Cacarica, ainsi que plus tard celles de des bassins du Jiguamiando et du Curvarado, étaient parmi les centaines de communautés qui ont ainsi dû fuir leurs villages avec à peine les vêtements qu'ils avaient sur le dos.

Vers la fin de l'année 1999 et le début de 2000, en différentes étapes, les communautés du Jiguamiando et du Curvarado retournent enfin sur leurs terres ancestrales. En 2001, elles ont obtenu la reconnaissance de leur titre de propriété collective. Mais dès 2003, la répression reprend de plus belle et les communautés décident de s'affirmer en tant que population civile en résistance. À partir de 2004 elles s'organisent en Zones Humanitaires et se dotent de mécanismes d'accompagnement nationaux et internationaux. Elles s'opposent à l'exploitation

sauvage des ressources naturelles de leur territoire ainsi qu'à un développement imposé et taché de sang. Les communautés veulent pouvoir continuer à vivre librement sur leur territoire, en pratiquant l'agriculture de subsistance traditionnelle.

En 2001, suite à de nombreuses dénonciations, la Fiscalia, organe de justice colombienne (équivalent au bureau du Procureur) avait ouvert une enquête sur le Général Rito Alejo del Rio et en était même venu à le détenir pour quelques jours. Mais celui-ci fut rapidement libéré et les enquêteurs de la Fiscalia qui avait ordonné son arrestation furent congédiés, sous l'ordre de l'ex-fiscal général Luis Camilo Osorio, En 2002, le Général del Rio a agi comme conseiller au DAS¹ (ancienne agence de renseignement colombien) alors sous la direction de Jorge Noguera, aujourd'hui condamné à 25 ans de prison pour ses liens avec les paramilitaires. En 2004, Luis Camilo Osorio a décidé d'archiver le processus judiciaire contre le Général, scellant ainsi l'impunité. Cet ancien Fiscal général est d'ailleurs actuellement sous enquête pour ses liens avec les paramilitaires.

Enfin en 2011, suite au travail acharné des défenseurs de droits humains de la Comisión de Justicia y Paz qui accompagne les communautés du Jiguamiando, du

⁴ Institution de la justice colombienne ayant des fonctions sont semblables à celles du « procureur de la couronne » d'ici.

¹ Departamento Administrativo de Seguridad

Curvarado et du Cacarica, un nouveau processus judiciaire a été entamé contre Rito Alejo del Rio. D'ailleurs, dans le cadre des « versions libres » données par les paramilitaires démobilisés, Fredy Rendon Herrera, l'ancien chef du bloc paramilitaire Elmer Cardenas qui opérait dans toute la région du Bajo Atrato (Uraba chocoano), a déclaré s'être réuni à plusieurs reprises avec le Général del Rio pour coordonner l'opération Genesis au Cacarica, réalisée en février 1997. Ainsi en 2012, le huitième tribunal pénal spécial de Bogotá a condamné le Général Rito Alejo Del Río Rojas à 26 ans de prison pour l'assassinat de l'afro-descendant Marino López Mena, perpétré dans le cadre de l'opération Genesis menée sur le territoire de Cacarica y Salaquí du 24 au 27 février 1997. Dans le jugement, on soutient que l'opération Genesis et les interventions paramilitaires ont été une seule et unique intervention commune de la Brigade 17 et des paramilitaires des Autodéfenses unies de Colombie (AUC), et que cette intervention faisait partie d'une stratégie de consolidation paramilitaire, de prise de territoires et de soumission d'un ennemi commun. La décision conclut que la mort horrible de Marino López n'est pas isolée, qu'elle fut un moyen pour provoquer la terreur «et qu'elle survient dans un contexte prédéterminé poursuivant un objectif spécifique, c'est-à-dire de susciter la terreur et parvenir à expulser une population civile non combattive».

Dans la phase de jugement de l'enquête, l'avocat de la défense du Général del Rio, a affirmé qu'au cours de l'ensemble de l'Opération Genesis, il avait été en communication constante avec le gouverneur d'Antioquia d'alors, Alvaro Uribe Vélez, qui fut par la suite Président. Toujours pour la défense, il a également soutenu que l'opération était connue du président du moment, Ernesto Samper Pizano, et qu'elle avait été réalisée avec le consentement de l'état-major Conjunto.

Le jugement pourrait encore être porté en appel par la défense de l'ex-Général. La décision rendue est un mince souffle de justice qui dissipe un peu le brouillard de l'impunité et de la criminalité dans lequel baigne la région du



Bajo Atrato. Mais sur le terrain, la réalité de dépossession et de menaces constantes que vivent les communautés est toujours bien présente. D'ailleurs depuis que Rito Alejo del Rio a été condamné, les menaces de mort, l'intimidation et les blocus ont augmenté contre les habitants du Cacarica et les défenseurs de droits humains de la Comisión de Justicia y Paz qui les accompagnent dans la région.

Par ailleurs, le combat des communautés en résistance contre les méga-projets est sans relâche. En juin 2006, on calculait qu'environ 15 000 hectares de forêt des territoires collectifs du Jiguamiando et du Curvarado avait disparu, laissant place à la monoculture de palme africaine. Dans le cas des communautés de CAVIDA dans le Cacarica, l'entreprise Maderas del Darien coupe illégalement depuis des années d'immenses quantités de bois d'œuvre de grande qualité sur le territoire collectif.

Après une quinzaine d'années de lutte, les communautés du Jiguamiando et du Curvarado ont obtenu un jugement de la Cour constitutionnelle ordonnant la restitution de leurs terres illégalement occupées par des méga-plantations de palme africaine. Les avocats de la communauté sont parvenus à documenter les liens entre ces projets de «développement», financés par l'État colombien et les structures paramilitaires toujours en place. L'enjeu de la palme dans le Choco s'est converti, après des années de luttes, en un enjeu national portant sur la restitution des terres aux communautés paysannes, victimes de déplacement forcé et des crimes paramilitaires.

En septembre de cette année, Rodrigo Alberto Zapata Sierra, membre de la structure paramilitaire du chef 'para' Vicente Castaño, opérant dans la région du Bajo Atrato, a enfin été condamné à 10 ans de prison pour les crimes de « Complot, déplacement forcé et invasion de territoires ayant une importance écologique spéciale », pour sa participation dans l'entreprise de dépossession menée à l'encontre des communautés du Curvarado et Jiguamiandó.

Selon les témoignages de deux anciens paramilitaires, Rodrigo Zapata était responsable de la légalisation des terres volées aux communautés, par l'entremise de ses contacts avec des fonctionnaires de l'INCORA² - agence gouvernementale de développement agricole. Ils ont également affirmé que le projet de palme avait été implanté sous la direction du chef paramilitaire Vicente Castaño. Dans le jugement, il a été dit que Rodrigo Zapata, très proche de Vicente Castaño a joué un rôle clé dans la légalisation des plantations illégales de palme sur les territoires collectifs des communautés du Curvarado et que ces liens se sont rendus jusqu'au gouvernement de Uribe.

Sur le terrain, bien que cette victoire judiciaire soit très importante pour le moral des communautés, les contradictions entre discours et réalité se vivent au jour le jour, alors que l'invasion de leurs terres et les menaces de mort continuent. Bien que le gouvernement du Président Santos, dans un effort pour se différencier de son prédécesseur, Uribe, entretient un discours en faveur de la restitution des terres, ses pratiques le contredisent. Malgré l'ordre de la cour, les plantations de palme sont toujours là.

De plus récemment, les communautés ont dû amorcer un nouveau combat, cette fois contre l'entreprise forestière Maderas del Darien, qui depuis le début du mois de septembre 2012, a procédé à la déforestation illégale sur les terres du Jiguamiando et du Curvarado. La compagnie projette de couper 4000 arbres et ce sans le consentement des paysans et afro-descendants propriétaires du territoire collectif ancestral. On se rappellera que cette entreprise criminelle s'était d'ailleurs installée, suite à l'opération Genesis dans le Cacarica, à l'endroit où se trouvait alors une base paramilitaire, près du village de La Balsa. D'ailleurs les anciens chefs paramilitaires Fredy Rendón Herrera, connu sous le surnom de "El Alemán" et Salvatore Mancuso, ont reconnu lors de témoignages qu'une partie de l'argent qui servait à soutenir l'action paramilitaire dans la région du Bas Atrato provenait de l'entreprise Maderas del Darien Pizano S.A.

Malgré cela, cette compagnie jouit depuis des années du sceau FSC³ délivré par le programme de certification SmartWood de la Rainforest Alliance, qui la qualifie d'entreprise « propre ». De plus, le CA de Pizano S.A. a été choisi en 2006 par la USAID⁴ pour participer au programme MIDAS⁵, faisant partie du Plan Colombie, visant l'implantation de projets de développement forestier en partenariat avec des paysans et afro-descendants du Bajo Atrato, présentés comme des projets « d'association pour la paix ». Pizano S.A. est une des soixante compagnies appartenant à Luis Carlos Sarmiento Angulo, un des hommes les plus riches du monde⁶.

Les habitants du Jiguamiando et du Curvarado font preuve d'une résilience exemplaire et continuent sans relâche leur lutte pour le respect de leurs terres, de leurs droits et de leur mode de subsistance traditionnel en tant que petits paysans afro-descendants et métisses. Ils ont aussi grandement besoin de l'accompagnement international pour les appuyer dans leur bataille et c'est pourquoi le PASC continue, depuis maintenant neuf ans, à faire connaître leur situation ici et à envoyer des accompagnateurs-trices sur le terrain, afin de contribuer à leur protection et de donner écho à leur dénonciations, mais aussi à leur inspirante résistance!

³ Le Forest Stewardship Council de SmartWood. Ce programme de certification de la Red SmartWood est coordonné par la Rainforest Alliance, un organisme sans but lucratif basé aux États-Unis.

⁴ USAID - U.S. Agency for International Development

⁵ MIDAS - Mas Inversion para el Desarrollo Alternativo Sostenible

⁶ http://www.eltiempo.com/economia/empresas/ARTICULO-WEB-NEW_NOTA_INTERIOR-8470344.html

² INCORA - Institut national colombien de réforme agricole - devenu plus tard INCODER - Institut national de développement agricole.

PRISONS

Les Prisons mises à nu

Depuis mai 2012, un groupe de femmes, proches de prisonniers et prisonnières politiques, ont lancé la campagne «les prisons mises à nues», attirant l'attention sur la situation dans les prisons colombiennes, via des manifestations nues. Ces femmes dénoncent la situation extrême dans laquelle se trouvent les personnes détenues et leurs proches, qui subissent insalubrité, brutalité, torture, mauvais traitements, refus d'assistance médicale... ce qui met en lumière tant l'inaction de l'État que les problèmes structurels dus à la privatisation des soins de santé et à l'entretien des infrastructures. « Si l'État ne peut pas garantir le respect des droits et bien qu'il libère les personnes détenues », affirmaient-elles lors de la manifestation du mois de mai 2012.

Le mouvement de grève se poursuit

La mobilisation s'intensifie également derrière les murs des prisons ; un mouvement de grève de la faim et de désobéissance civile d'une ampleur inégalée s'est en effet emparé des prisons colombiennes depuis le début août 2012, atteignant un total de participation active de 10 900 hommes et femmes, qui dénoncent leurs conditions de détention. Parmi les moyens de désobéissance, on retrouve autant le refus de se laisser compter, de manger, d'aller travailler, de sortir ou de rentrer dans la cellule, que des actions d'éclat -comme la vingtaine de prisonniers de la prison la plus mortelle de Colombie, Valledupar, qui se sont suspendus à plus de 20 mètres de haut au niveau d'une des tours de la prison. Un nombre effrayant de suicide ou de mort par manque de soins a été répertorié au cours de l'année, rendant la situation insoutenable, et augmentant la fréquence et l'intensité des mouvements de contestation dans les prisons. De son côté, le gouvernement continue de faire la sourde oreille, tandis que la contestation se poursuit avec des mouvements de grève rotatifs dans différentes prisons colombiennes.



Manifestation *Les prisons mises à nu*, Bogota, mai 2012

LES MINEURS ARTISANAUX FACE AUX NOUVEAUX IMPERIALISMES

En Colombie, dans le sud de l'État du Bolivar, les mineurs artisanaux luttent pour leurs vies et pour leur droit d'extraire l'or qui s'y trouve. Malgré sa localisation centrale entre plusieurs grandes villes, cette région est encore très peu développée. L'industrie minière internationale est en train de miser sur une nouvelle législation qui lui permet de prendre le contrôle d'un territoire unique et de déloger ses habitant-e-s, une situation qui n'est pas sans rappeler la conquête impériale d'il y a quelques siècles.

Santa Rosa Del Sur, un centre névralgique

Logé entre le Cauca et le Magdalena, deux grandes artères fluviales qui forment une barrière naturelle du reste du pays, le Sur de Bolivar est surtout composé du massif de la Serrania de San Lucas où débute la cordillère

centrale des Andes. Selon certains historiens, les premiers conquistadors qui arrivèrent devant ces montagnes délogèrent violemment les autochtones Malibues, Guamocoos et Zenues qui s'y trouvaient pour s'accaparer l'or qu'ils découvrirent en grande quantité.

Aujourd'hui encore, cette chaîne de montagnes continue d'attirer la convoitise et on est loin d'arriver à bout des gisements qui s'y trouvent. Au contraire, les moyens rudimentaires jusqu'ici utilisés pour extraire l'or ont permis d'y conserver de multiples gisements encore inexploités.



Santa Rosa Del Sur est une communauté minière au pied des montagnes, point de chute pour les 5 à 10 000 mineurs qui vivent dans les centaines de communautés qui n'existent pas sur la plupart des cartes géographiques colombiennes. C'est là que la Federación agro-minera del Sur de Bolivar, la Fedeamisbol (la "Fédération" ci-après), qui regroupe 37 associations paysannes et des petits exploitants miniers d'une dizaine de municipalités du département, défend les intérêts et les droits de membres éparpillés dans des communautés montagnardes difficilement accessibles.

Santa Rosa del Sur est une ville qui fourmille. Des dizaines de boutiques de compra-venta, des acheteurs et revendeurs d'or s'y trouvent, formant un maillon dans une longue chaîne de bénéficiaires du métal sorti de terre un peu plus loin. Au fil du temps, Santa Rosa a dû voir passer des pics et des pelles suivant la valeur artificielle du métal définie par les marchés internationaux.

L'incertitude boursière des dernières années a projeté l'or à des sommets et provoqué une nouvelle ruée vers l'or qui est loin de faire la joie de tous.

C'est à Santa Rosa que la Fédération maintient une permanence et qu'au rythme des allées et venues des mineurs, réussit à les informer des dernières problématiques. À l'ordre du jour ces derniers temps: la réouverture de discussions sur la situation des mineurs artisanaux avec le gouvernement, le développement de coopératives agricoles, les violences contre ses membres et la présence paramilitaire.

Mina Caribe, communauté autonome

A Santa Rosa, on se déplace obligatoirement en quatre roues motrices. La coopérative de transport locale fait ses frais en embarquant une douzaine de personnes dans des Toyota Landcruisers qui partent fraîchement nettoyés le matin et reviennent couverts de boue en fin d'après-midi le jour suivant.

Les conditions des routes peuvent changer rapidement. Faite d'une terre rougeâtre qui coupe à travers un territoire escarpé avec des montées et des descentes parfois très raides, les pluies intenses qui s'abattent saisonnièrement sur la région rendent en peu de temps ces routes impraticables.

Des companeros de la Fédération se sont entassés avec nous pour un voyage de 7 heures vers Mina Caribe. La Toyota, pleine à craquer, le toit chargé de matériel,

nous a menés le long d'une route sinueuse avec des vues prenantes des hauteurs des ravins. En avançant dans la Serrania, nous comprenons un peu plus les défis du monde des mineurs artisanaux: isolement, risque et débrouillardise dans un genre de Far West colombien. D'un côté et de l'autre de la route, il y a des sentiers qui mènent vers les communautés minières et les mines qui leurs fournissent quelques gains. Les plus anciens sites miniers en exploitation continue dans ces montagnes auraient une trentaine d'années.

Sans aide gouvernementale, ces communautés vivent en autarcie, organisant par leurs propres moyens des structures communautaires, des écoles, des réseaux d'eau courante et l'électricité. Outre une base militaire, de laquelle les soldats entrent et sortent en hélicoptère, la présence de l'Etat colombien est à peu près nulle.

Jairo Enriquez de l'organisation Sembrar, qui appuie la Fédération, s'est rendu avec nous dans ces communautés. Selon lui, la plupart des mineurs artisanaux qui vivent dans ces montagnes proviennent des régions urbaines qui ont été durement frappées par le conflit armé. La majorité d'entre eux aboutissent dans les minières à petite échelle, poussés par l'insécurité et la pauvreté, et vivent sans savoir ce que leur réserve le futur.

Nous arrivons à Mina Caribe, une exploitation assez récente. La découverte d'une veine d'or s'est faite il y a une quinzaine d'années. Depuis, c'est tout un village de près de 600 personnes qui a pris forme sur une des collines qui surplombe la mine. Alvaro nous a raconté son histoire, qui explique un peu le développement de cet endroit. Il est arrivé il y a une quinzaine d'années, après avoir quitté une grande ville colombienne pour tenter sa chance dans les montagnes minières dont on lui avait parlé. Pensant rester quelques mois, il s'est joint à un groupe de mineurs dans une mine où tout un chacun peut arriver et se lancer comme orpailleur le long d'un ruisseau. Avec le temps, il s'est familiarisé avec la région et a fini par s'installer à Mina Caribe. Petit à petit, il s'est acheté des matériaux pour se bâtir une maison, il a rencontré sa femme avec qui il a eu des enfants. La mine et la communauté ont pris de l'ampleur et un campement temporaire est devenu un village permanent avec toutes les infrastructures nécessaires pour ses résident-e-s.

Aujourd'hui, les installations minières sont impressionnantes. Les machines de concassage et de traitement de la roche se trouvent sous des toitures

en tôle et des équipes travaillent toute la journée pour venir à bout de l'or 18 carats qui s'y trouve. Au pied de la montagne se trouve le tunnel qui permet de pénétrer dans la mine avec ses chariots et ses rails. Au bout de ce dernier, des hommes travaillent avec des marteaux piqueurs et font sortir à un rythme régulier le matériel brut.

Cette petite exploitation est constituée en société, gérée comme une coopérative et fait partie de la Fédération, qui assure que tous ses membres connaissent et respectent des normes de sécurité. C'est tout le village qui dépend des bénéfices de la production et de la revente de cet or. Malgré la valeur de ce qui est extrait, peu s'enrichissent vraiment sur place. Pour avoir de l'argent liquide ici, il faut revendre l'or à des intermédiaires qui font leur part de bénéfices. Cet or sera revendu plusieurs fois avant de rejoindre les orfèvres et commerçants de Bogotá ou d'ailleurs dans le monde. En bout de ligne, cette exploitation contribue sans doute à faire vivre plusieurs centaines de personnes et la petitesse de l'exploitation fait en sorte que l'or en sera extrait pendant des décennies. Quoique des statistiques fiables soient difficiles à trouver, certaines organisations estiment qu'en Colombie, 2 millions de personnes dépendraient de l'industrie minière informelle.

Selon Jairo Enriquez, « Les mineurs artisanaux veulent que l'or ne soit pas exploité tout d'un coup, la méthode traditionnelle assure qu'il restera de l'or pour plusieurs années. Une multinationale qui entre ici extraira tout l'or en 10 à 15 ans et détruira tout au passage. » C'est bien le risque qui plane sur toute la région. En regardant les montagnes encore largement intouchées qui entourent la communauté de Mina Caribe, tout le monde s'inquiète de voir un jour ou l'autre des grosses machines industrielles détruire tout sur leur chemin. Sans oublier que l'or est souvent extrait dans des mines à ciel ouvert.

Le code minier et la criminalisation des mineurs artisanaux

En 2001, le gouvernement colombien a réécrit le code minier avec l'aide de consultants canadiens, ouvrant la porte à l'acquisition de titres miniers par les minières étrangères. La réforme du code minier a réduit le taux des redevances de 10% à 4%, mettant en place des conditions favorables pour les multinationales étrangères. En 2010, une nouvelle réforme au code

minier a établi les mêmes règles pour les mineurs artisanaux et les multinationales minières. Les formalités des codes miniers et le capital requis pour avoir des droits de concessions dépassent les capacités de la très grande majorité des mineurs artisanaux colombiens.

“L'Etat nous étouffe, il nous enterre. La réforme minière permet aux grandes compagnies d'avoir des concessions. Pour nous, l'exploitation minière à grande échelle est une grande menace pour notre région”, nous dit José, un autre mineur artisanal.

Les réformes ont contribué à criminaliser les petits mineurs qui, au fil des dix dernières années, ont souvent été pourchassés par les forces de l'ordre, chassés de leurs exploitations, détenus massivement, contribuant à l'entrée de paramilitaires dans les zones minières. La Colombie est aussi le pays qui dépense le plus en terme de PIB pour ses forces armées et 30% des effectifs militaires colombiens servent à assurer la sécurité des ressources énergétiques. En novembre 2011, des responsables gouvernementaux ont affirmé avoir fermé 329 mines d'or illégales et arrêté 1228 personnes. Selon plusieurs défenseurs des petits mineurs colombiens, la stratégie gouvernementale vise à mettre fin aux exploitations minières à petite échelle.

Dans le Sur de Bolivar, la situation est pourtant plus nuancée qu'ailleurs en Colombie. Grâce à ses pressions, la Fedeagromisbol a réussi à obtenir des droits miniers pour une partie de ses membres. Ils sont donc parmi les rares à travailler en toute légalité. Mais le territoire octroyé ne représente que 1% des terres du Sur de Bolivar. Le reste a été cédé en concessions aux grandes minières.

Le Sénateur Jorge Enrique Robledo du Pole Democratique, parti d'opposition, considère que ce qui se passe dans le secteur minier en Colombie est anti-démocratique: « Le gouvernement est en train de criminaliser les mineurs artisanaux en les traitant comme des criminels et des narcotrafiants pour ouvrir le chemin aux multinationales. »

L'entrée des multinationales et le resurgissement des paramilitaires

Les cartes de l'Ingeominas, le service géologique colombien, indiquent que presque tout le Sur de Bolivar est aux mains d'intérêts privés. Qui sont les nouveaux propriétaires des mines? Les titres, cédés par le gouvernement à Bogotá, sont obtenus par des investisseurs inconnus qui attendent le bon moment pour débarquer. Quoique le gouvernement ait promis de rendre le processus transparent, il est difficile de suivre la trace des titres miniers qui peuvent changer de mains rapidement.

Pour le moment, les mineurs de la Fédération soulignent l'absence plutôt que la présence de compagnies sur le terrain. Les compagnies présentes, dont quelques canadiennes, n'ont pas encore commencé une véritable exploitation des gisements. Mais le terrain se prépare...

Narciso Veleno, le président de la Fédération, fait un lien entre les régions qui ont vu le plus de violence contre des mineurs artisanaux, l'entrée de multinationales et la présence parallèle de paramilitaires: « Dans ces régions, les campesinos ont été déplacés, assassinés, et disparus par des groupes paramilitaires. Et aujourd'hui, une compagnie minière arrive en disant qu'elle est propriétaire du territoire, les mineurs sur place sont chassés, souvent violemment. »

Au cours de l'été dernier la Fédération a dénoncé les incursions paramilitaires, puis les assassinats de mineurs. À la fin août 2012, l'organisation paramilitaire Aguilas Negras a assassiné 3 personnes, dont un père et son fils sauvagement tués puis dépecés, dans des villages miniers au pied de la Serrania. Les paramilitaires ont également occupé une communauté pendant toute une journée, envoyant un message clair à toute la région.

Ces événements ne sont jamais rapportés dans les grands médias colombiens et les paramilitaires continuent à agir impunément. Par contre, les arrestations de mineurs “illégaux” sont faites à grands renfort télévisuel et sont

devenues de plus en plus communes. Les mineurs sont mêmes parfois accusés de financer des groupes armés et d'autres activités criminelles.

Malgré la mauvaise presse dont ils font l'objet, les mineurs de la Serrania se préparent pacifiquement à affronter les menaces existantes et celles qui sont annoncées pour le futur. Malgré le manque d'appui qu'ils reçoivent de la part des classes urbaines favorisées, de nombreuses dénonciations publiques ont été faites quant aux dommages environnementaux, à la corruption et à la violence généralisée qui entoure l'industrie minière. Après l'ouverture de bases militaires américaines, les accords de libre-échange avec le Canada et les États-Unis, l'arrivée massive des compagnies minières étrangères signale pour beaucoup qu'une nouvelle conquête du pays est en train de se faire, de laquelle les Colombiens tireront peu de véritables bénéfices.

RESISTANCE IN THE SOUTHWEST

Thousands march in the Southern Colombian town of Pasto to demand land rights and an end to militarization and large-scale mining

On October 12, 2012, a few days before historic negotiations between the FARC and Colombian government started, thousands marched in the Colombian city of Pasto, Nariño to show their dissatisfaction with the current administration and their desire "to construct peace with social justice."

After two days of public meetings and demonstrations in rural areas, campesinos (peasant farmers), indigenous people, afro-colombians, women and students converged on the small provincial capital to make their voices heard.

Riot police blocked protestors upon their arrival at the Plaza de Nariño, the central square in Pasto. Police eventually allowed the crowd to enter, but then attacked the peaceful group, releasing tear gas and arresting some.

The demonstration was organized by the Nariño branch of the People's Congress, a popular assembly that democratically adopts and carries out political mandates outside of official government channels. The Congress' aim is to promote a 'dignified life' for Colombians, in part by proposing alternatives to the national development plan handed down by the Colombian government.

Large-scale mining -- a major component of the government's national development plan -- was one of the key grievances voiced in the October 12 protest. The Committee for the Integration of the Colombian Massif - CIMA estimates that the Colombian government has issued 992 exploration licenses in Nariño, covering 6,913 square km, or 20% of the department (province).

This has sparked public outrage, as peasant farmers and small-scale miners fear the further militarization of resource-rich regions where attacks on community leaders are on the rise. In one recent incident, CIMA leader and outspoken critic of large-scale mining, Rober Daza Guevara, was arbitrarily arrested at a road block.

Social organizations in Nariño have opened a dialogue with the provincial government around mining issues and hope to make their voices heard at the national level. Their ability to popularly mobilize -- as evidenced by the large turnout on October 12th -- suggests that they are a force to be reckoned with.

The CIMA and PASC are both members of the REDHER (Red de Hermandad y Solidaridad con Colombia)

MOUVEMENT DES FEMMES EN COLOMBIE : UN FÉMINISME POPULAIRE À L'INTERSECTION DES LUTTES SOCIALES

Profitant des activités entourant le neuvième Festival de cinéma autochtone de Colombie, deux forums réunissant des femmes autochtones prenaient place cet automne dans les villes de Bogotá et de Medellín. Échangeant sur la réalité de leurs communautés, les participantes y ont abordé plusieurs enjeux : le conflit armé dans les territoires autochtones, les déplacements forcés¹, l'appauvrissement des communautés autochtones, la reproduction du cycle de la violence au sein de la famille... pour conclure en « la nécessité de freiner le patriarcat et le machisme qui ont causé tant de dommages à la vie commune » dans les communautés autochtones².

Au-delà du tiraillement entre tradition et modernité : les femmes autochtones reconstruisent leurs identités culturelles

Si les participantes ont évoqué le besoin d'éduquer les hommes autochtones afin d'établir, au sein des communautés, des relations justes et égalitaires, elles n'ont pas manqué de souligner l'importance des facteurs externes dans la reproduction de la violence au sein des communautés et des familles autochtones. L'intervention des institutions publiques et religieuses est ici la première mise en cause par les participantes. À ce sujet, Jeannette Paillán, organisatrice de la Coordination latino-américaine de cinéma et communication indigène (CLACPI), rappelle qu'« en tant que femmes autochtones, nous ne pouvons pas attendre qu'elles [les institutions] nous donnent des espaces et des droits, nous devons nous-mêmes exercer nos droits³ ». En étant complices de la destruction du tissu social communautaire (de par leur ingérence coloniale) et en fermant trop souvent les yeux devant la violence machiste exacerbée par l'idéologie militariste propre au conflit armé, ces institutions participent à l'imposition d'un patriarcat externe à la culture des peuples autochtones.



Confluencia de mujeres. PHOTO: NOTIAGEN

Les femmes autochtones font donc face à un double défi: résister à l'imposition coloniale de nouveaux rapports

1 Notons que les femmes sont les principales affectées du déplacement forcé -phénomène qui, selon le gouvernement, concerne 3,6 millions de colombiens-, puisqu'elles représentent 78% des personnes déplacées en Colombie. En outre, la majorité de ces femmes sont à la tête d'un ménage et ont à leur charge filles et fils lorsqu'elles se voient obligées de quitter leur territoire.

2 Agence de presse Colombia Informa : « Mujeres indígenas se declaran en contra de la violencia estructural y el patriarado », 8 octobre 2012. Disponible en ligne : <http://www.pasc.ca/es/articulo/mujeres-ind%C3%A9genas-se-declaran-en-contra-de-la-violencia-estructural-y-el-patriarado-0>

3 *Idem.*

sociaux de type patriarcal tout en travaillant, au sein de leurs communautés, à la transformation des rapports inégalitaires souvent justifiés par des us et coutumes jugés traditionnels⁴.

Comme le rappelle la Confluence des femmes pour l'action publique (Confluencia de Mujeres para la Accion Publica), un espace de coordination entre plusieurs mouvements de femmes colombiennes, ce double front de lutte s'explique par le fait que les femmes font face à une double expropriation de leur corps et de leur travail, lesquels sont mis d'un côté au « service du marché » dit moderne, et de l'autre au « renforcement des institutions familiales et morales dominantes » dites traditionnelles.

Le défi est de taille, compte tenu que les peuples autochtones sont, depuis un demi millénaire, les victimes d'un véritable génocide culturel et cela à la grandeur du continent -l'Amérique du Nord étant sans aucun doute le territoire le plus affecté-. Il s'agit donc d'affirmer une identité culturelle (sociale et politique) marginalisée, tout en résistant à sa manipulation par les institutions patriarcales traditionnelles. En effet, rares sont les mouvements à caractère ethnique, religieux ou nationaliste qui n'instrumentalisent pas l'image des femmes (par exemple via des habits folkloriques) ou ne leur imposent pas des rôles sociaux très strictes au nom de la sauvegarde d'une soi-disant « tradition ». Ne nous méprenons pas, il n'est pas question ici de renier l'identité culturelle ou les us et coutumes qui cimentent la vie sociale des communautés, mais plutôt de se réapproprier cette culture en y inscrivant le vécu des femmes. Lorsque les féministes colombiennes évoquent « les savoirs traditionnels des femmes », c'est de cette réappropriation culturelle dont il est question. Pour relever ce défi, la Confluencia se propose de « générer un processus de formation construit par et pour les femmes des secteurs populaires », un processus qui, précise-t-elle « sera formulé à partir de la perspective de genre et orienté vers la construction du pouvoir populaire »⁵.

Lorsque les femmes colombiennes parlent du conflit armé

4 Déclaration de la Première rencontre nationale de la Confluencia, mai 2012, traduction française disponible en ligne : <http://www.pasc.ca/fr/article/declaration-politique-de-la-premiere-rencontre-nationale-de-la-confluencia-de-mujeres>

5 Communiqué de la Confluencia, « Salutations au Congrès national Terres, Territoires et Souverainetés, septembre 2011. Traduction française disponible en ligne : <http://www.pasc.ca/fr/article/salutations-de-la-confluencia-de-mujeres-au-congres-terres-territoires-et-souverainetes>

Si la Confluencia se revendique d'un « féminisme populaire », c'est que son analyse des différents enjeux sociaux s'élabore depuis l'expérience pratique des femmes des secteurs populaires. Cette lecture féministe permet, par exemple, d'aborder l'enjeu du conflit armé dans son intégralité, en considérant autant les conséquences de la militarisation que les causes inhérentes à cette guerre qui perdure depuis plus de 60 ans.

Ainsi, en ce qui a trait aux effets de la militarisation, les participantes de la Confluencia dénoncent « l'appropriation des femmes au service de la militarisation de la vie, laquelle se manifeste à travers des attentions sexuelles et domestiques que les femmes se voient obligées de fournir aux occupants militaires des territoires⁶ ». Pourtant, « le corps des femmes, comme premier territoire, n'est pas une marchandise, un objet ou un fétiche que l'on peut se disputer ou s'approprier. »⁷ La militarisation se concentrant dans les territoires dits stratégiques -parce que regorgeant de richesses naturelles (mines, pétroles, gaz, eau, terres arables, biodiversité, etc)- ou se positionnant en tant que voies d'accès et d'exportation de ces richesses (oléoducs, gazoducs, autoroutes, ports en eaux profondes, etc), les femmes de la Confluencia ne manquent pas d'interpeller également les firmes transnationales présentes en Colombie, en exigeant « de l'État et des multinationales l'élimination de toutes les formes de prostitution et d'exploitation du travail des femmes près des sites d'extraction minière et énergétique »⁸.

Pour rompre avec cette dynamique esclavagiste, la Confluencia compte sur les femmes colombiennes afin de « récupérer le pouvoir de décision sur leurs corps et leurs vies, en refusant la militarisation des territoires »; mais elle interpelle également l'ensemble du mouvement social pour s'opposer « en tant que peuple, à abandonner la souveraineté des femmes sur leurs corps au service sexuel et domestique des forces militaires⁹ ».

Première Rencontre nationale de la Confluencia : écrire les histoires des femmes

Donnant suite aux multiples espaces de débat générés dans différentes régions du pays depuis 2010 (Arauca, Antioquia, Nord de Santander, Huila, Atlantico, Bolivar, Nariño et Bogota), la Confluencia réalisait en mai dernier sa première Rencontre nationale. Dans

6 *Idem.*

7 Déclaration de la Première rencontre, mai 2012, *op.cit.*

8 *Idem.*

9 Communiqué de la Confluencia, septembre 2011, *op.cit.*

sa déclaration finale, les membres de la Confluencia s'engagent « à reconstruire les histoires des femmes au sein de leurs territoires [d'une part] en affirmant la force des femmes et leur position inébranlable envers toute forme de violence sociale, politique et culturelle, [et d'autre part] en renforçant la spiritualité et les savoirs traditionnels des femmes en tant que partie intégrante de la résistance du peuple ». Car, ne manquent-elles pas de rappeler dans leur Déclaration, « les histoires des luttes des femmes ont grandement marqué celle du peuple colombien [bien qu'elles aient été] invisibilisées jusqu'à présent ».

Des réalités invisibles : travail et savoir des femmes rurales

Invisible au sein de l'histoire et des luttes sociales, l'expérience des femmes est également absente des considérations économiques. La Confluencia déplore à ce sujet « la méconnaissance de la valeur économique des tâches historiquement assumées par les femmes au sein de leurs communautés, tel que le travail domestique et la prestation de soins¹⁰ ». De la même façon, la Confluencia dénonce le fait que soient effacés de la réalité sociale paysanne, afro-descendante et autochtone « les efforts liés à la construction du tissu social lesquels sont fournis par les femmes en tant qu'habitantes qui restent la majorité du temps dans les territoires et les communautés pour y travailler et y vivre. » En effet, l'exode rural et la migration économique sont des phénomènes largement genrés, dans la mesure où les hommes issus des communautés rurales voyagent davantage que les femmes pour trouver des emplois salariés à l'extérieur de leurs communautés, les femmes restant dans les communautés rurales pour assurer la subsistance de la communauté (cultures vivrières, récolte de l'eau et du bois, en l'absence de services publics : prestation de soins et organisation de l'éducation des enfants, etc). Malgré cette position privilégiée en terme de connaissance du territoire, les membres de la Confluencia remarquent que « les savoirs développés par les femmes en ce qui concerne la protection du territoire et de l'environnement [ne sont pas inclus] dans les agendas développés tant par les programmes de l'État que par les communautés. »¹¹

Pour remédier à cette marginalisation historique, les femmes de la Confluencia revendiquent non seulement « la reconnaissance de la valeur du travail des femmes,

10 Déclaration de la Première rencontre, mai 2012, *op.cit.*

11 Communiqué de la Confluencia, septembre 2011, *op.cit.*

qu'il soit question de travail domestique, de prestation de soins ou de la construction du tissu social » mais également « la redistribution de ces charges de travail en tant qu'outils de grande valeur pour la résistance, l'existence et l'enracinement des communautés dans leurs territoires. »¹²

L'exclusion des savoirs propres à l'expérience des femmes rurales, qui repose entre autres sur la sous-valorisation de leur travail en tant que paysannes chargées des activités de subsistance (par opposition au travail agricole destiné à la marchandisation) renforce les pratiques juridiques qui entravent la marche des paysannes vers l'autonomie. Règle générale, les paysannes latino-américaines se heurtent à des lois foncières qui rendent très difficile leur accès à la propriété terrienne. « Bien que se soient les femmes qui s'emploient aux travaux ruraux la majorité de leur vie, les titres fonciers restent exclusivement au nom des pères, des époux, des patrons, etc. »¹³. C'est pour cette raison que le mouvement des femmes en Colombie porte depuis des décennies la revendication d'un « accès réel à la propriété terrienne pour les femmes et pour les communautés auxquelles elles appartiennent ».

L'expérience des femmes : une analyse du local au global

De par leur rôle de garantes des moyens de subsistance, les femmes rurales mais également les citadines qui, en tant que femmes, restent les premières responsables de l'alimentation de la famille, sont invitées à mettre en évidence les problématiques liées à la souveraineté alimentaire. Ainsi, suite à leur première Rencontre nationale, les membres de la Confluencia déclarent : « Nous revendiquons pour les femmes et pour le peuple la souveraineté alimentaire comme l'opportunité de produire, de transformer ses propres aliments, de cuisiner et d'alimenter nos familles et nous-mêmes dans des conditions nutritionnelles qui correspondent aux traditions et coutumes des communautés et des territoires¹⁴. » En partant de leur vécu quotidien, les femmes sont appelées à se positionner face à des enjeux « macros ». Par exemple, le passage de leur Déclaration se référant à la souveraineté alimentaire, se conclut par un rejet sans équivoque de tout traité de libre-échange, puisque ces traités sont orientés en fonction des besoins de l'agro-industrie, lobby détenu par les États riches

12 *Idem.*

13 *Idem.*

14 Déclaration de la Première rencontre, mai 2012, *op.cit.*

(Canada en tête!), principaux exportateurs de céréales, et des produits et machinerie nécessaires à la production agricole.

Pas de luttes sociales sans les femmes!

Dans ce contexte d'expropriation et de méconnaissance de nos réalités, nous, les femmes, avons réunies nos volontés et nos rêves, nous avons fait marcher notre parole en tissant les idées et les propositions, nous avons développé des actions de résistance sociale, culturelle et politique en participant à la construction de nos villes et de nos régions depuis nos visions et nos intérêts; cela en joignant nos luttes à celles des secteurs populaires également exclus des scénarios de vie digne¹⁵.

Si les milliers de participantes de la Confluencia reconnaissent la nécessité de coordonner leurs efforts au sein d'espaces non mixtes construits autour de valeurs qu'elles associent au « féminisme populaire », leur Déclaration ne laisse aucun doute quant à leur volonté de participer pleinement aux mouvements sociaux et aux espaces d'organisation depuis la base, au sein des communautés et des secteurs populaires, ouvriers, paysans, etc. « Nous nous retrouverons dans différents espaces d'articulation du mouvement social (...) car nous reconnaissons que la lutte pour la libération du peuple colombien est une seule et même lutte. Cependant, notre pari consiste à ce que les organisations et les processus nationaux reconnaissent comme siennes les revendications et les luttes propres aux femmes ». La Confluencia s'adresse donc à l'ensemble des mouvements sociaux en faisant « la promotion de la participation des femmes à la construction de propositions pour le changement social dans les territoires, en faisant valoir leurs paroles et en laissant place, au sein des espaces politiques, à leurs considérations, à leurs savoirs et à leurs positions ».



Photo: Confluencia de mujeres

CONGRESO DE LOS PUEBLOS

El Congreso de los pueblos, ou «Congrès des peuples», est un processus social et populaire d'organisation politique qui s'étend sur tout le territoire colombien. Il regroupe plusieurs notamment centaines d'organisations de travailleuses et travailleurs, de campesinos et campesinas, d'autochtones, d'afro-colombien-ne-s, de femmes et d'étudiant-e-s.

La rencontre, de la fondation du Congreso de los pueblos, a eu lieu en octobre 2010, à l'Université Nationale de Colombie à Bogota. À partir de cet événement, qui a rassemblé des centaines de personnes de partout au pays, plusieurs aires de travail ont été définies:

- **Terres, territoires et souverainetés:** pour l'autodétermination et la souveraineté des peuples, à partir des communautés elles-mêmes;
- **Économie pour la vie et contre les lois de dépossession:** pour une mobilisation dénonçant la méga-industrie extractive, les monocultures et la militarisation que ces modes de production sous-entendent ainsi que pour la mise en place de conditions de travail dignes;
- **Construction de pouvoir populaire;**
- **Culture, diversité et éthique:** pour la solidarité, et pour défendre et faire valoir une éthique sociale inclusive et respectueuse, entre autres, de l'égalité des sexes contre les logiques patriarcales et des droits des femmes sur leurs corps, valorisant ainsi l'idée de la vie sans violences;
- **Vie, justice et chemins vers la paix:** pour défendre des processus de paix tenant en compte l'entièreté des répercussions sociales que le conflit armé comporte.

Toutes ces aires de travail sont prises en charge par différents regroupements convergeant à l'intérieur du Congreso, mettant sur pied des événements sociaux qui promeuvent leurs mandats.

Le Congreso de los pueblos, du 4 au 12 octobre derniers, s'est joint, dans une perspective d'unité et de convergence dans la lutte sociale, à la Marcha Patriótica et à la Coalition de mouvements et d'organisations sociales de Colombie (COMOSOC), afin d'organiser son plus récent événement, la «Semaine de l'indignation». Le mot d'ordre pour cette semaine de mobilisation nationale, «ALLONS VERS LA PAIX AVEC UN PROGRAMME SOCIAL», sous-entendait une lutte contre les stratégies d'assujettissement au capitalisme néolibéral imposé par des dynamiques mondiales, et vers un projet de société inclusif, pour «la vie digne».

Les événements organisés à travers le pays incluaient des ateliers représentatifs de toutes les aires de travail du Congreso. Plus de 300 000 personnes se sont jointes à cette mobilisation, qui a atteint un point culminant lors des grandes manifestations dans la plupart des villes le 12 octobre. Malheureusement, le bilan de cette journée a été plutôt sombre, compte tenu des abus policiers nombreux ayant porté atteinte à l'intégrité des manifestant-e-s. À Bogota, à partir de très tôt le matin, des grenades assourdissantes et des gaz lacrymogènes ont été tirés sur des manifestant-e-s pacifiques et 51 détentions arbitraires. Entre 11h et 13h, l'anti-émeute a attaqué les foules à différents endroits, faisant 23 blessé-e-s et 70 détenu-e-s. À Pereira, la police a également usé de la force, faisant 6 détenu-e-s et 5 blessé-e-s. À Pasto, le bilan est de 35 détenu-e-s et 3 blessé-e-s.

Le Congreso de los Pueblos, par rapport à ces abus, revendique la garantie du droit de manifester librement, la liberté de toutes les personnes détenues lors des différentes mobilisations ainsi qu'une enquête sur les abus policiers et les sanctions appropriées aux fonctionnaires responsables.

Pour en savoir plus: <http://congresodelospueblos.org/>

RECLAME:

UNE CRITIQUE DE LA POLITIQUE EXTERIEURE CANADIENNE ET UNE INVITATION A DEBATTRE DU MODELE EXTRACTIF ACTUEL

Entre le 25 avril et le 8 mai 2012, le PASC a organisé une tournée d'information publique et de mobilisation à Montréal, Ottawa et Toronto, avec Andrés Idarraga, membre de l'Institut National Syndical et représentant de RECLAME, réseau contre la grande industrie minière.

Partie prenante de la campagne « Ciblons les profiteurs canadiens de la guerre en Colombie! », cette tournée d'information et de mobilisation visait à diffuser deux messages. Le premier jetait un regard critique sur la politique extérieure canadienne, particulièrement en ce qui a trait à la promotion de l'industrie minière canadienne et à l'impunité totale dont bénéficient les entreprises canadiennes à l'étranger (qu'il soit question de l'Accord de libre-échange entre le Canada et la Colombie, des politiques de l'Agence canadienne de développement international -ACDI- ou du paradis juridique que représente le Canada pour les entreprises de ce secteur). Le second message était plutôt un appel au débat pour réfléchir sur le modèle extractif actuel en mettant à l'avant plan tant les droits environnementaux et les droits économiques, sociaux et culturels des communautés affectées par les projets miniers que les droits des travailleurs et travailleuses de cette industrie.

Ces questionnements ont été très bien accueillis dans un contexte québécois en prise avec les enjeux du développement extractif. Non seulement avec le fameux Plan Nord décrié comme un bar ouvert pour les multinationales, mais plus largement parce que le Québec est lui aussi au cœur de ce nouveau boum extractif (île Anticosti, Gaspésie,



Journée de résistance et de lutte contre le mégaprojet El Quimbo, en août 2012. Photo: Oscar Paciencia

gaz de schiste...). Les avancées technologiques ont rendu rentable l'exploitation de zones jusque-là abandonnées, faisant de ce fait flamber les prix de certains minerais, créant une bulle spéculative qui ne survivra peut-être pas durant tout le temps nécessaire à l'extraction des ressources. Qu'à cela ne tienne, le secteur de la finance, lui, en sortira gagnant.

Du côté des mouvements sociaux, la prise de conscience du caractère non renouvelable des ressources et du lien qui unit impacts sociaux et impacts environnementaux de cette industrie ouvre la porte à de nouvelles réflexions. Le secteur syndical a entamé des réflexions pour intégrer à ses demandes de création d'emploi des revendications

qui tiennent compte de la qualité de vie autour des projets industriels. L'expérience des mouvements sociaux en Amérique Latine fournissent des outils pour penser au-delà des sentiers battus.

RECLAME, qui regroupe organisations sociales, syndicats étudiants, processus communautaires autochtones, paysans, miniers artisanaux et écologistes à travers toute la Colombie, a entamé depuis sa création en janvier 2010 un processus de réflexion pour dépasser les oppositions traditionnelles entre droits des travailleurs, des communautés, des artisans, et droits environnementaux. L'idée est de partir du principe que toute réflexion qui ne tiendrait pas compte d'un ou plusieurs de ces acteurs serait vouée à l'échec. Une des conclusions principales de ce processus a été de poser la question de la transition d'un modèle extractif à un modèle post-extractif : une fois le constat établi que le modèle actuel de l'industrie extractive ne convient à aucun de ces secteurs de la société, il faut se demander à quoi ressemblerait une transition. Cette réflexion permet de déplacer le problème insoluble du oui ou non à l'industrie extractive à la question plus fondamentale du rôle de celle-ci dans nos sociétés.

Une opposition frontale à un projet minier au Québec suppose la non-utilisation de ce minerai ou l'exploitation de celui-ci dans un pays du Sud. C'est à ce titre qu'on ne peut pas réfléchir l'avenir minier du Québec en vase clos. Si on refuse un projet minier ici, ce n'est pas pour l'envoyer ailleurs.

Quelques réflexions qui accompagneront le travail du PASC dans les prochaines années...

CIBLONS LES PROFITEURS CANADIENS DE LA GUERRE EN COLOMBIE

En 2011, le PASC lançait sa campagne pour cibler les profiteurs canadiens de la guerre en Colombie. La guerre sale qui ravage la Colombie n'est pas étrangère au Canada : de nombreuses compagnies canadiennes, principalement du secteur extractif, appuyées par l'État canadien, prétendent mener des projets de développement aux bénéfices des Colombiens, mais qui entraînent dans la réalité destruction environnementale, militarisation des régions, répression politique, violations des droits humains, des normes du travail, des droits syndicaux, sociaux et territoriaux, etc.

Nous dénonçons comment la guerre en Colombie relève d'une guerre impérialiste, mais également comment ces mêmes compagnies et l'État canadien persistent dans leur entreprise colonialiste sur le territoire de ce qu'on appelle le Canada. Deux exemples :

Enbridge

En Colombie, Enbridge se lance dans la construction d'un nouveau pipeline qui sera prêt en 2017 : 800 km à travers les Andes vers la côte ouest (Tumaco ou Buenaventura), pour vendre plus facilement le pétrole colombien sur le marché asiatique.

Déjà, Enbridge était impliquée dans le conflit colombien par la possession de 24,7% des parts de l'oléoduc d'Ocena, qui sert à acheminer le pétrole de la Talisman. C'est le plus gros pipeline de Colombie. Il compte 17 bases militaires le long de son parcours et 1 400 soldats sont assignés à sa protection. Ocena a de nombreuses fois été lié à des violations de droits humains et de la répression¹.

Au Canada, Enbridge opère le plus long pipeline du monde (du Canada aux États-Unis) et la plus grosse compagnie de distribution de gaz au pays, Enbridge Consumers Gas. La compagnie pilote le méga-projet de construction de l'oléoduc Northern Gateway de 1177 kilomètres en Colombie-Britannique, afin de transporter le pétrole des sables bitumineux albertains jusqu'à un port en eau profonde sur le Pacifique. Le Northern Gateway

¹ Voir notamment Asad Ismi, « Canadian company Enbridge Spreads Disaster in Colombia » au <http://www.pasc.ca/en/article/canadian-company-en-bridge-spreads-disaster-colombia>

est un projet fortement contesté par les communautés autochtones de la région, le pipeline prétendant traverser leurs terres².

Mais ne vous faites pas une mauvaise image d'Enbridge! C'est une compagnie responsable, qui distribue beaucoup de miettes dans les communautés où elle passe, surtout chez les communautés autochtones (éducation, santé, culture, environnement). Par exemple, Enbridge est le partenaire financier principal de « Our Story / Notre histoire – Concours canadien de rédaction et d'arts pour autochtones » (de même que la minière Vale, basée à Toronto), supporté aussi par Affaires autochtones et Développement du Nord Canada³.

Une petite note supplémentaire : en mars 2011, des activistes du Michigan font campagne contre Enbridge (en utilisant les Yes Lab des Yes men) pour dénoncer la compagnie et son absence de responsabilité après la marée noire dans la rivière Kalamazoo en juillet 2010. La rivière n'a toujours pas fini d'être nettoyée⁴.

rePlan

Si ce nom ne vous dit rien, c'est normal. rePlan n'est surtout pas une grosse compagnie d'extraction multipliant les méga-projets de par le monde. Ses ambitions sont beaucoup plus modestes : cette entreprise préfère offrir ses conseils et son expertise dans la « gestion des relocalisations de populations ». rePlan⁵ est active sur plusieurs projets impliquant des déplacements de population partout dans le monde, et surtout pour des compagnies extractives... Au Canada, la firme s'est trouvée un gros contrat avec les sables bitumineux d'Athabasca (et oui, ce qu'Enbridge veut transporter avec son pipeline...) pour planifier les infrastructures et s'occuper des « liens » avec la population locale, notamment les communautés autochtones – c'est à dire : leur faire comprendre tous les avantages d'avoir des sables bitumineux à côté de chez eux!

La compagnie canadienne **Gran Colombia Gold** a d'ailleurs fait appel à rePlan pour ses projets en

² www.defendersoftheland.org et voir le vidéo de Submedia « Des membres de la nation Unis'toten bloquent le passage du pipeline » (sous-titres en français) sur <http://submedia.tv/stimulator/2011/09/16/oil-gateway/>

³ Stefan Christoff, « Is Enbridge using art to greenwash the Northern Gateway? » <http://artthreat.net/2012/01/enbridge-art-funding/>

⁴ Aller voir le vidéo "MyHairCares" an Enbridge Project sur http://youtu.be/mJ_FmLiGm_0 Enbridge. Communiqué: « The Yes Men Clear Things Up: Enbridge Enraged by Hair Hoax; Michigan and Canada Perps Step Forward », 15 mars 2011, [En ligne] <http://post.thing.net/node/3342>

⁵ Un petit tour sur leur site web risque de vous donner le vertige : <http://www.replan.ca/>

Colombie afin qu'elle les conseille dans leur projet de mine à ciel ouvert dans la ville de Marmato, impliquant le déplacement de la population du centre urbain⁶. Les experts de rePlan ont ainsi rédigé un guide « user-friendly » pour outiller la minière dans ses « activités d'acquisition de territoires à travers le monde »... La firme est particulièrement populaire en Colombie pour les compagnies qui font face à de petits problèmes liés à leur implantation (entendez une farouche opposition) : la sud-africaine **Anglo Gold Ashanti**, qui possède 690.000 hectares dans les projets Gramalote en Antioquia et La Colosa dans le Tolima, a retenu les services de rePlan pour planifier « l'acquisition de terrains, la compensation et la réinstallation » des populations, en « tenant compte des impacts sur la minerie artisanale, la paysannerie et les habitants ruraux », parce que c'est bien vrai qu'un méga-projet minier peut entraîner quelques implications à gérer... Mais ne vous en faites pas ! rePlan s'assure que tous ces projets rencontrent les normes de performance de l'International Finance Corporation (un groupe de la Banque mondiale...)

Plan Nord / Plan Sud : Entre fabrication de consentement et coercition

Ainsi, le modèle extractif continue de faire des ravages. En déployant multiples stratégies, l'État et les compagnies tentent de le faire accepter, ou du moins de réduire au silence l'opposition : responsabilité sociale, concertation, poursuites judiciaires, changements législatifs, répression violente,...

Malgré tout cet appareil et ses moyens, l'opposition à ce modèle reste et demeure légitime. Nous devons donc œuvrer à construire cette légitimité et ouvrir/élargir des espaces de résistances. C'est pourquoi le PASC a monté un atelier (en plusieurs formats, de la conférence au débat de groupe) pour se donner des outils pour mieux comprendre COMMENT s'impose le modèle de développement capitaliste. En résumé, c'est la carotte et le bâton : la carotte, ce sont les stratégies « de consentement » plus douces, qui visent à prétendre à une unité sociale en cooptant, en niant ou en noyant l'opposition; le bâton, ce sont les stratégies « de coercition », plus violentes, qui bâillonnent les contestataires à l'aide des appareils législatifs, judiciaires et armés.

Si cela vous intéresse, communiquez avec nous!

⁶ Voir le site du PASC pour en savoir plus, notamment <http://www.pasc.ca/fr/article/la-canadienne-medoro-ressources-rase-un-village-pour-ouvrir-une-mine-dor-%C3%A0%02%A0-ciel-ouvert> et <http://www.pasc.ca/fr/article/victoire-partielle-pour-la-population-de-marmato-contre-la-gran-colombia-gold>

WWW.PASC.CA
INFO@PASC.CA

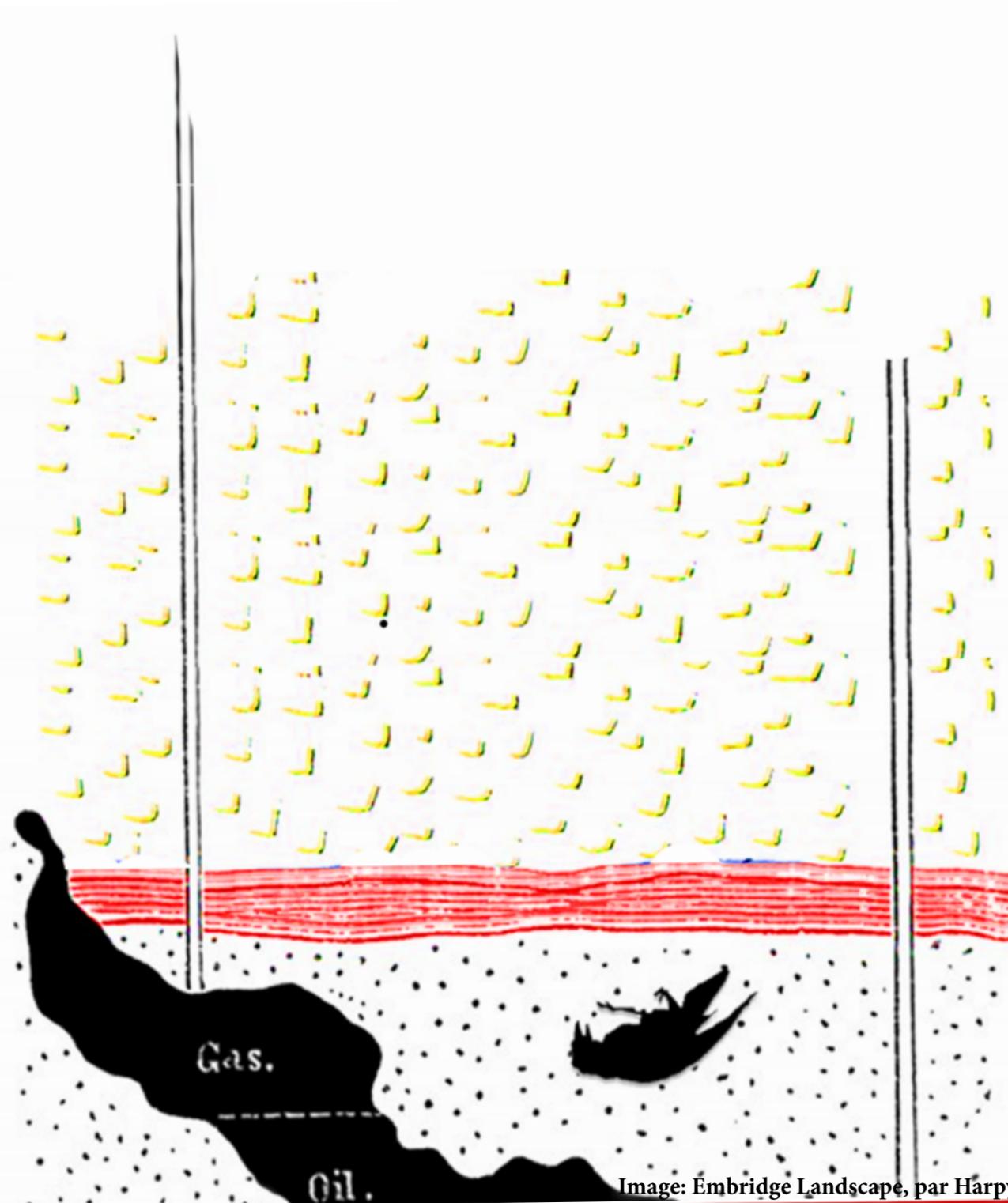


Image: Embridge Landscape, par Harpy